

la carte blanche

Un collectif de signataires*

Dire non à l'antisémitisme

Il faut d'urgence mettre en place un dispositif législatif et sociétal efficace afin de lutter contre toutes les formes d'antisémitisme qui resurgissent avec force.

L'antisémitisme se construit sur un échafaudage de haines, de confusions, de préjugés et de généralisations. Depuis des millénaires, l'antisémitisme nous poursuit comme une haine ancestrale, une psychose collective, une hydre politique et intellectuelle, une maladie incurable.

Insultes, tags, menaces, attaques physiques, profanations, assassinats et glorification des assassins sur les réseaux sociaux, le nombre d'agressions antisémites, qu'elles soient physiques ou verbales, n'a cessé d'augmenter depuis le début du 21^e siècle. Et qu'on ne s'y trompe pas : l'antisémitisme n'est pas seulement le problème des Juifs. Le laisser s'installer davantage dans notre société, c'est accepter une violence dont l'histoire a montré qu'elle finit toujours par se retourner contre toutes et tous.

Cette nouvelle poussée de fièvre antisémite survient sur le fond de ce qu'il est convenu d'appeler « l'antisionisme ». Les tenants de cette idéologie la présentent comme une simple opinion politique qui, à ce titre, aurait droit de cité. Pourtant, cette idéologie est aussi et surtout autre chose qu'une critique, fût-elle radicale, de la politique israélienne. C'est un magma inextricable qui associe les pires outrances et les plus étonnantes des confusions comme récem-

ment, vouloir renvoyer un philosophe français né à Paris « chez lui, à Tel-Aviv ».

Il est donc urgent de se souvenir que l'antisémitisme occupe une place singulière dans une Europe qui a construit son identité actuelle sur la mémoire des cendres d'Auschwitz.

C'est au cœur même de cette Europe que les paroles antisémites reviennent avec force et que, comme à chaque fois, les actes les suivent de près. Le tout dans une impunité inquiétante.

Citoyennes et citoyens, femmes et hommes politiques, nous en appelons à lutter contre toutes les violences, mais aujourd'hui en particulier contre l'antisémitisme.

Nous appelons donc d'urgence à :

- Renforcer la loi. Nous exigeons une tolérance zéro et demandons que lors de la prochaine législature, la Loi de 1981 visant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, soit renforcée et améliorée.

- Déconstruire les stéréotypes antisémites. L'apprentissage du respect de toutes et tous ne peut se faire sans de véritables engagements. La mission de l'école est aussi d'ouvrir les têtes et les cœurs, de réenchanter l'avenir des enfants en combattant les idées reçues, les identités fermées et les discours de haine. Cette mission doit devenir une vraie priorité.

- Informer sans complaisance. L'antisémitisme est un délit. Parfois, il est même un crime. Le rôle de la presse est d'informer

le public sans complaisance et de nourrir le débat démocratique. Les médias doivent le faire en prenant leurs responsabilités, car ils ont un rôle important à jouer pour dénoncer l'inacceptable. Cela doit se faire par des articles, tribunes, éditoriaux, des prises de position sans concessions et qui évitent la justification ou la banalisation de l'inacceptable. Les journaux doivent aussi clairement refuser toutes les insultes sur leurs pages web.

Il est temps d'agir. Ensemble. ■

*Signataires : Viviane Teitelbaum, députée, auteure ; Sam Touzani, artiste ; Guy Haarscher, philosophe, professeur émérite de l'ULB ; Sylvie Lausberg, historienne, psychanalyste ; Luc Dardenne, cinéaste ; Jean-Pierre Dardenne, cinéaste ; Baron Jean-Claude Daoust, président du conseil d'administration de Daoust SA, président honoraire de la FEB ; Joël Kotek, professeur à l'ULB et enseignant à Sciences po Paris ; Antoinette Correa, psychologue, fille de rescapée du génocide des Tutsis ; Grégoire Jakhian, avocat, ancien président de l'assemblée des représentants de la communauté arménienne de Belgique ; Bea Ercolini, journaliste, fondatrice de Beabee cercle féminin ; Pierre Mertens, écrivain ; Eddy Caekelbergs, membre du bureau du CAL et ancien président de l'Union des anciens étudiants de l'ULB ; Benoît Bourgine, professeur à l'UCLouvain ; Isabella Lenarduzzi, entrepreneuse sociale féministe ; Yohan Benizri, président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique ; Susann Heenen-Wolff, professeure de psychologie clinique à UCL et ULB et psychanalyste.